

La légalité peut être injuste.

Mieux vaut ne pas être Africain dans la Suisse du début du troisième millénaire car, à de rares exceptions près, ceux-ci ne correspondent pas aux critères souhaités pour nos migrants. Il y a de « louables » exceptions comme Samih Sawiri qui a promis de faire séjourner de Non-Uranais plus de quinze jours à un endroit où même les militaires ne se plaisaient que par beau temps, comme Kofi Annan, grand ami d'Adolf Ogi et qui a tenté, sans grand succès, de créer à Genève une nouvelle succursale de l'Organisation des Nations Unies. Les autres ne sont qu'un ramassis de trafiquants de drogues, de réfugiés économiques peu enclins à travailler, de faux réfugiés politiques, et j'en passe. La Suisse officielle souhaite l'immigration, mais de préférence celle de riches pollueurs prétendument sportifs comme Michael Schumacher ou Kimi Räikkönen, qui ont l'élégance de bénéficier d'une remise globale d'impôts et la bonne idée de faire fructifier le marché de l'immobilier de luxe, de collaborateurs peu scrupuleux du dictateur de la Russie comme Wiktor Vekselberg et tant d'autres de la même trempe. Pour ceux-là on leur payerait l'avion pour l'aller et on leur déroule le tapis rouge à l'arrivée, modifie la législation pour leur permettre de réaliser chez nous leurs investissements, pour les autres on les accompagne ficelés et menottés dans l'avion qui les ramène au mieux dans la désolation, au pire à la prison, la torture ou même la mort. Les uns rapportent en privant leur propre pays de leurs revenus, les autres coûtent et ne cherchent qu'à profiter de notre système social, ce qui naturellement n'est de loin pas toujours faux. S'ils sont riches, ils peuvent même être musulmans, à la limite financer une mosquée sans minaret, s'ils n'ont pas déjà l'élégance d'adorer exclusivement l'unique divinité qui protège encore à court terme notre nation: le fric.

Dans le fond tout cela gêne un peu, mais si peu tant que tous ces Africains sont des inconnus, des êtres presque virtuels, au pire des rêveurs qui squattent les bancs publics près de la gare. L'activité menée contre eux est légale, d'autant plus que ceux-là se meuvent souvent dans la petite illégalité. Que nous advient-il quand il s'agit de Boris ou de Sami que nous croyons connaître un peu mieux, qui nous ont déjà ouvert un peu leur âme, qui nous ont rendu plausibles les raisons pour lesquelles ils séjournent actuellement dans notre pays? Quelle est leur principale faiblesse? C'est en fait d'être d'anciens privilégiés de leur propre pays qui ne disposent pas d'une fortune suffisante pour séjourner dans le canton de Zoug, en « bonne compagnie » à Freienbach ou sur les bords du Léman. Tout le reste n'est en réalité que ce que l'on évoque pour justifier leur renvoi, si leur séjour ne peut pas être financé sans délais en monnaie sonnante et trébuchante, que celle-ci ait été gagnée honnêtement ou un peu moins.

Combien de temps allons nous encore tolérer l'intolérable, soutenir un développement politique d'égoïsme institutionnalisé allant jusqu'à l'irrespect manifeste de l'individu alors que nous revendiquons pour chacun d'entre nous la reconnaissance de notre valeur individuelle, indépendamment de notre intégration dans la société? Nous avons actuellement en Suisse des hommes et des sous-hommes, comme en Allemagne nazie. Ce ne sont simplement plus des Juifs ou des gens du voyage. Mais la façon de les traiter n'a presque pas changée. Lors que l'on considère les individus, la légalité peut être injuste, car elle peut aussi être la seule expression de notre égoïsme collectif, sanctionné par le suffrage universel.

Le moujéri